Lettre d'Alain à Gabriel Xavier Culioli

Gabriel

Quand cette lettre sera lue cela fera un mois que j'aurai débuté une grève de la faim totale. Il n'y aura pas d'autre mois car aucun organisme humain ne peut dépasser 45 jours sans manger. Et pourtant je suis décidé à ne pas céder. Je me suis déjà exprimé sur les raisons de cet acte que je qualifierais de résistance plutôt que de désespoir.

Depuis le premier jour de mon incarcération, je n'ai eu de cesse de proclamer mon innocence et la présomption d'innocence aurait dû jouer en ma faveur. Elle a tout simplement été niée contrairement à ce qu'impose la loi. Et je jure sur ce que j'ai de plus sacré à savoir la mémoire de mes chers disparus que je ne suis pour rien dans l'acte qui m'est imputé. Mais la justice le sait bien elle qui a argué de ma protection pour me maintenir derrière les barreaux. Je ne crois pas plus à la culpabilité de mon fils Guy à qui j'enjoins une fois encore de se rendre afin de s'expliquer. Pourtant, au vu de mon traitement je comprends que toute personne même innocente, éprouve quelques craintes à tomber entre les mains d'une justice qui ne respecte même pas ses propres règles.

Mais voilà : le magistrat instructeur m'a fait savoir qu'il était le seul maître à bord et que mon destin dépendait de son seul bon vouloir. Eh bien je n'accepte pas un tel diktat.Je le refuse. Je le récuse. Je le combats. Autant il me semble évident que toute société a le devoir de lutter contre les maux qui la corrompent: prévarication, trafics, banditisme etc. autant les règles doivent être identiques pour tous pour les puissants comme pour les misérables. Or elles ne le sont évidemment pas. Je végète depuis neuf mois dans les oubliettes de la République. Je n'y côtoie que des malheureux, de pauvres gens qui, pour la plupart manquent d'argent, d'avocats et tout simplement d'espérance. La plus grande partie est formée de prévenus et non de coupables qui sont pourtant traités comme tels. Pire, beaucoup paraissent souffrir de troubles psychiatriques, qui, à eux seuls, devraient les sortir du système pénal. Les conditions de vie sont pour la plupart atroces. Car celui qui n'a pas les moyens de cantiner est ici le plus pauvre d'entre les pauvres. Beaucoup ne savent ni lire ni écrire et nous sommes quelques- uns à servir d'écrivains publics. Les prisons françaises sont la négation de ce que ce pays prétend être : celui des droits de l'homme. Les règles doivent être égales pour tous. Elles ne le sont pas lorsque vos juges pensent, à la seule énonciation de votre qualité de corse, que vous êtes un parrain en puissance.

La JIRS se vante de combattre le grand banditisme corse ce qui peut paraître légitime. Mais qui peut croire que le grand banditisme de la Riviera se limite à nos seuls voyous et aux seules limites territoriales du sud est français. Une justice égale pour tous. La JIRS prétend tout à la fois ne pas pratiquer une justice d'exception et expérimenter de nouvelles voies répressives. Est-il tout simplement normal que sa collégialité autorise que l'instruction ne se fasse qu'à charge et plus à décharge ? La JIRS est une machine monstrueuse qui réclame son lot de chair humaine. Et malheureusement pour moi je fais partie de ce triste convoi. Mais je ne serai pas une victime consentante et quitte à perdre, je préfère me battre avec mes moyens et désormais les vôtres.

Je suis Corse et j'en suis aujourd'hui particulièrement fier. Malgré tous nos défauts, nous sommes encore un peuple capable de solidarité. J'ai été tenu au courant de la campagne qui se développe en ma faveur. Je voudrais ici remercier celles et ceux qui l'animent à commencer par la Ligue des droits de l'homme et mes amis de l'ACA. Les uns démontrent qu'on sait et qu'on peut encore se battre pour des principes nécessaires à l'exercice de la démocratie et les autres que la notion d'amitié existe encore dans un monde où tout s'achète et tout se vend. Je veux remercier les membres de la société civile et les milliers d'inconnus qui m'accompagnent dans mon combat. Je veux remercier l'évêque de Corse qui m'a écrit être particulièrement sensible à ma situation et aux deux présidents de notre

assemblée qui, bravant les rumeurs extravagantes et odieuses, ont tenu à souligner combien ils étaient humainement touchés par la façon dont la justice me traitait, lui demandant d'enfin se prononcer.

J'avoue ne pas savoir comment tout cela va s'achever.
Ou plutôt je n'y vois qu'une issue : ma libération. Que les miens, ma mère, ma pauvre mère, mon frère, Frédérique, Antonia, Guy et Alexandra me pardonnent pour le mal que je leur procure bien malgré moi. Mais, parce qu'ils me connaissent ils savent que ce que j'ai entrepris m'est apparue comme la seule voie honorable pour crier mon innocence. Je vous demande donc de continuer sans faiblir.

La JIRS a voulu un rapport de force et elle l'a obtenu. Désormais l'affaire est politique au sens noble du terme. Il s'agit de savoir comme la cité mérite d'être gérée : par l'exception ou par la norme, par la citoyenneté ou par la peur. L'état français peut-il aujourd'hui se permettre de combattre non plus un homme seul caractérisé comme bandit mais des milliers de Corse qui, à travers moi, défendent le droit à une justice normale, certes inflexible mais néanmoins sereine. Aura-t-il la férocité et les moyens de porter sur la conscience la mort d'un homme qui aura eu le tort de se battre contre les justices d'exception et pour le droit à la présomption d'innocence.

Ce combat, notre combat, est à mener démocratiquement, pacifiquement mais sans la moindre hésitation. Je n'ai pas vocation à faire pleurer sur mon sort. J'ai certainement commis des erreurs dans ma vie. Mais je n'ai jamais été un homme d'argent, de crimes ou de pouvoir. On a répandu sur mon compte des monceaux d'ordures que je réfute totalement. J'ai toujours été un patriote corse convaincu, qui a vécu l'exil dans le déchirement.

Mon désir est tout simplement de retrouver une vie normale et de participer autant que faire se peut au développement de notre peuple. Qu'on me pardonne cette déclaration un peu solennelle. Mais il me semble en avoir gagné le droit.

À bientôt mes amis.